



Mobilisation territoriale pour l'emploi et la transition écologique et numérique 29 mai 2019

1. Etre au rendez vous de la forte demande d'apprentissage et de formation

Etre au rendez vous de la forte demande d'apprentissage et de formation

DIAGNOSTIC

- Des difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises sur les différents territoires
- Un dispositif d'orientation des jeunes vers les métiers qui est souvent questionné
- L'apprentissage, une des voies d'excellence pour l'intégration professionnelle, insuffisamment reconnue mais vis-à-vis de laquelle l'engouement est croissant
- Des freins périphériques à l'emploi à lever
- Besoin d'un projet commun pour le territoire autour duquel les acteurs peuvent se coordonner
- Une croissance constatée des demandes de reprise d'études (Parcours Sup)

Etre au rendez vous de la forte demande d'apprentissage et de formation

Bonnes Pratiques

- Une animation territoriale emploi formation coordonnée par l'Etat et la Région, associant les partenaires sociaux au plus près des territoires
- Un accompagnement des jeunes et demandeurs d'emploi par des professionnels déjà très mobilisés (garantie jeune, PIC, prépa compétence, CIO, orientation démarrée dès la seconde « 54h »...)
- Mobilisation des entreprises autour de l'apprentissage (« La France un chance, les entreprises s'engagent », emploi en Seine, PAQTE...)
- Mobilisation forte sur les stages de découverte en fin de troisième en éducation prioritaire
- Un plan d'actions déployé par la mission « Apprentissage » en liaison avec l'ensemble des acteurs territoriaux
- le développement de l'apprentissage par la réforme de l'enseignement professionnel (développement des UFA dans les lycées professionnels)

Etre au rendez vous de la forte demande d'apprentissage et de formation

Enjeux

- Une ambition: « Pas d'apprenti, pas d'alternant, pas de jeune en reprise d'activité sans employeur, sans entreprise »
- La loi pour choisir son avenir professionnel a fait évoluer le périmètre de compétence des Conseils Régionaux pour leur confier l'information sur les métiers
- Déployer la clarification des compétences apportées par le cadre national de référence signé entre le Gouvernement et le Président de l'ARF
- L'action de proximité est une des clés du succès, les CATEF normands peuvent constituer un socle pour l'action pour lever l'ensemble des freins à l'emploi
- La mobilisation de tous les acteurs doit être au rendez-vous pour favoriser les innovations sur les territoires, la coordination des dispositifs, un passage à l'échelle des expérimentations
- Accompagner la mobilisation des entreprises : attractivité de certains métiers, modalités de recrutement ...

2. Résoudre le problème des offres d'emploi non pourvues faute de compétences disponibles

2. Résoudre le problème des offres d'emploi non pourvues faute de compétences disponibles

DIAGNOSTIC

- Des difficultés de recrutement objectivement rencontrées par les entreprises sur les différents territoires
- Les compétences évoluent fortement notamment dans les domaines de la transition écologique et numérique
- Des jeunes et demandeurs d'emploi qui pour certains sont aujourd'hui très éloignés de l'emploi
- Une offre d'intermédiation entre les demandeurs d'emploi et les entreprises qui évolue
- Une offre de formation en profonde évolution : Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences, développement de l'offre de formation et de l'apprentissage, CPF...

2. Résoudre le problème des offres d'emploi non pourvues faute de compétences disponibles

Bonnes pratiques

- L'animation territoriale produit des résultats opérationnels tangibles (CAP SUD Manche, Attractivité des métiers, freins à la mobilité...);
- Des solutions « sur mesure » pour des entreprises, des territoires ou des publics (IAE, TH, Seniors...)
- Des acteurs socio-professionnels qui se mobilisent (branches, OP, consulaires...): forums et salons emploi, études prospectives ...
- Des accompagnements individuels et collectifs des entreprises (appui RH TPE PME, GPEC, Draccare, PIA, PIC...)
- Une offre de formation riche (Conseil Régional, Pôle Emploi, Entreprises) et une ambition de renforcer son accessibilité et son adéquation

2. Résoudre le problème des offres d'emploi non pourvues faute de compétences disponibles

Enjeux

- Une ambition : « Apporter une réponse adaptée et positive à chaque difficulté de recrutement identifiée »
- Une amélioration des outils de diagnostics et de repérage précoce des difficultés de recrutement
- Des solutions plus complètes à apporter non seulement l'offre de formation mais aussi le repérage des candidats, des processus de recrutements, la levée des freins pour l'accès à l'emploi
- Des actions à mener sur l'attractivité des métiers et des territoires
- Un besoin d'accompagnement des entreprises dans l'anticipation des besoins de compétences et des modalités de recrutement



3.1 .Lever les freins à la reprise de l'emploi

DIAGNOSTIC

Quelques chiffres clés sur le contexte normand :

Un ménage fiscal sur 10 est monoparental. Dans plus de ¾ des cas, le parent est une femme. Elles ont généralement plus d'enfants à charge que les pères dans la même situation, et sont plus souvent sans emploi

Dans les 32 EPIC sur les 72 de Normandie, les femmes cumulent un écart négatif vis-à-vis de la moyenne régionale et vis-à-vis des hommes résidant dans le même territoire

Elles possèdent moins souvent une voiture et se trouvent ainsi limitées dans l'accès à l'emploi

Aide à la garde d'enfants pour les parents isolés;

Un parent qui élève seul ou plusieurs enfants de moins de 10 ans peut bénéficier d'une aide accordée sous la forme d'une prise en charge d'une partie des frais de garde générés par la reprise d'emploi ou l'entrée en formation (aides de la CAF et pôle emploi pour la reprise du travail)

3.1 .Lever les freins à la reprise de l'emploi

Bonnes pratiques

Des politiques transversales d'accompagnement dans certaines collectivités avec une cartographie des services disponibles pour la garde des enfants avec une approche territoriale

Essaimage d'expériences s'inscrivant dans une politique volontariste et partenariale pour lever les freins à l'emploi en facilitant la garde des jeunes enfants

Dispositifs d'accompagnements globaux mobilisant les acteurs des différents secteurs pour lever les freins qui peuvent être matériels mais aussi psychologiques (travail d'équipes et concertation entre les acteurs)

3.1 .Lever les freins à la reprise de l'emploi

Enjeux:

Malgré une augmentation des offres de mode de garde, l'accès reste insuffisant et l'offre peu diversifiée

Développer l'offre d'accueil du jeune enfant et la réduction des inégalités territoriales, l'amélioration de la réponse aux demandes d'accueil spécifiques.

Rendre lisible les possibilités offertes par les différents organismes sociaux, services de l'Etat, collectivités avec une approche territoriale permettant la mobilisation des financements de pôle emploi adaptés aux problématiques locales

Poursuivre le travail avec la CAF et la collaboration active avec les groupes thématiques dans la cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté

3-2. Lever l'accès à l'emploi en contribuant à lever les freins liés à la mobilité (logement et transport)

3-2. Lever les freins à l'accès à l'emploi en contribuant à lever les freins liés à la mobilité (logement et transport)

DIAGNOSTIC

LOGEMENT

- un parc locatif social et privé développé et globalement accessible sur l'ensemble du territoire de la Normandie
- 300 000 logements sociaux en région
- un niveau de tension de 2,6 contre 4 à 5 au niveau national (nombre de demandes/nombre d'attributions)

TRANSPORT

- un Français sur cinq (19%) déclare avoir renoncé à se rendre à un entretien d'embauche
- un Français sur quatre (20%) déclare avoir refusé un travail ou une formation
- 86 % des Français estiment que les difficultés d'accès à la mobilité constituent un frein à l'emploi

3-2. Lever les freins à l'accès à l'emploi en contribuant à lever les freins liés à la mobilité (logement et transport)

Bonnes pratiques

LOGEMENT

- une offre de meublés développée et une réactivité des bailleurs sociaux
- la pratique de la sous-location avec le réseau des comités locaux pour l'accès au logement des jeunes
- la priorité donnée aux jeunes de moins de 30 ans pour l'accès au contingent préfectoral dans le parc social

TRANSPORT

- développement de plates-formes de la mobilité ou de « maison de la mobilité »
- réseau normand des acteurs de la mobilité inclusive ou d'insertion : Mob'In Normandie
- aires de covoiturage, dispositif de covoiturage courte distance

3-2. Lever les freins à l'accès à l'emploi en contribuant à lever les freins liés à la mobilité (logement et transport)

Enjeux

LOGEMENT

- assurer la mise en réseau des acteurs pour mobiliser la batterie d'outils existants → VISALE , LOCA PASS
- promouvoir le bail mobilité auprès des propriétaires privés → loi ELAN, emménagements de courtes durées

TRANSPORT

- offrir des solutions de mobilité aux personnes « fragilisées » au regard de la mobilité
- stimuler les initiatives et favoriser l'essor de solutions locales de mobilité tout en facilitant l'accès de tous aux services de mobilité existants (information et accompagnement adapté)

19

DIAGNOSTIC

Territoires d'industrie

- 10 territoires désignés en Normandie dont 5 territoires pilotes → la vallée de l'Huisne, l'axe Seine, la Côte d'Albâtre (Dieppe), les Collines de Normandie (Vire, Flers), et le pays de l'Aigle
- procédures installations classées, dérogations espèces protégées
- raccourcir les délais et faciliter l'instruction sans transiger sur la sécurité et la consommation d'espaces naturels

Contrat de Transition Écologique (CTE)

- Plan climat de juillet 2017 → contrat de transition écologique
- Communauté de communes de Coutances Mer et Bocage
- généralisation du dispositif en cours → candidatures jusqu'au 27 mai

20

Bonnes pratiques

Territoires d'industrie

- 4 territoires pilotes intéressant la DREAL :
 - → Axe Seine (Caux Seine Agglo, Eure Madrie, Le Havre Métropole, Métropole Rouen Normandie, Seine Normandie Agglomération
 - → Côtes d'Albâtre
 - → Collines de Normandie
 - → Pays de l'Aigle

Contrat de Transition Écologique (CTE)

- une mobilisation des services et opérateurs de l'État en amont, travailler en transversalité en interne, concertation avec les acteurs publics et privés
- une anticipation les effets du changement climatique sur le territoire
- une vision globale de l'ensemble des démarches

21

Enjeux

Procédure Installations classées

- délais d'instruction pour l'autorisation environnementale unique →
 9 à 10 mois
- échanges approfondis en amont avec le porteur de projet et les services instructeurs
- en 2018, en Normandie, 90 % de dossiers instruits en moins d'un an pour une cible de 80 % au niveau national

Dérogation espèces protégées

- prise en compte des espèces protégées bien en amont du dépôt du dossier
- un état initial satisfaisant
- une séquence Éviter, Réduire et le cas échéant, Compenser menée rigoureusement

5. Changer de dimension sur l'écologie du quotidien

5. Changer de dimension sur l'écologie du quotidien



L'économie circulaire et l'économie sociale et solidaire

- en France, en 2012, il était estimé qu'un habitant produisait 5,2 tonnes de déchets par an
- mise en place en Normandie du Comité Régional de l'Économie Circulaire (CREC), élaboration d'une stratégie régionale et d'une feuille de route
- 15 clubs et réseaux en Normandie
- étude menée par la DREAL et la DIRECCTE (2014/2015) sur les filières vertes à potentiel en Normandie → création d'un cluster Hydrogène et mise en place de travaux sur la chimie du végétal par l'UIC
- CPIER Vallée de la Seine, CPER Normand, AAP et AMI

5. Changer de dimension sur l'écologie du quotidien



La lutte contre le gaspillage alimentaire

- en 2014, création du REseau pour éviter le Gaspillage ALimentaire (REGAL)
- objectif : diminuer de 50 % le gaspillage alimentaire d'ici 2025

L'économie circulaire et les citoyens

- un citoyen acteur : changement de modèle et de comportement, réemploi, réparation et réutilisation
- augmentation des capacités de tri, mise en place d'une tarification incitative et de la collecte des biodéchets

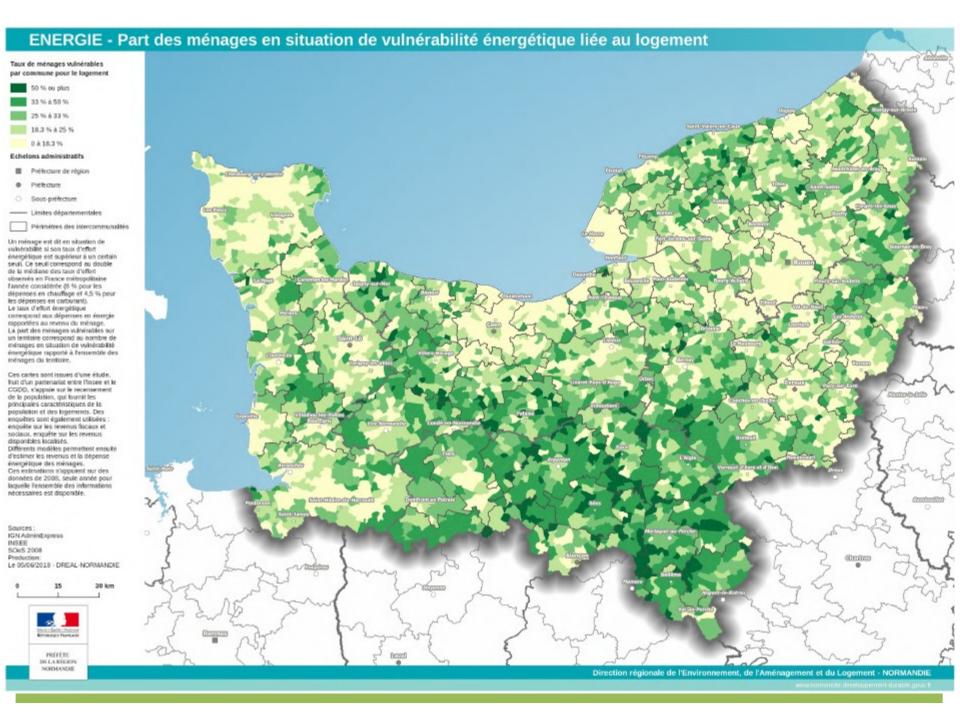
L'économie circulaire « industrielle »

- accompagner l'application réglementaire du tri à la source des déchets industriels
- valoriser les bonnes pratiques industrielles en matière de prévention et de gestion des déchets

26

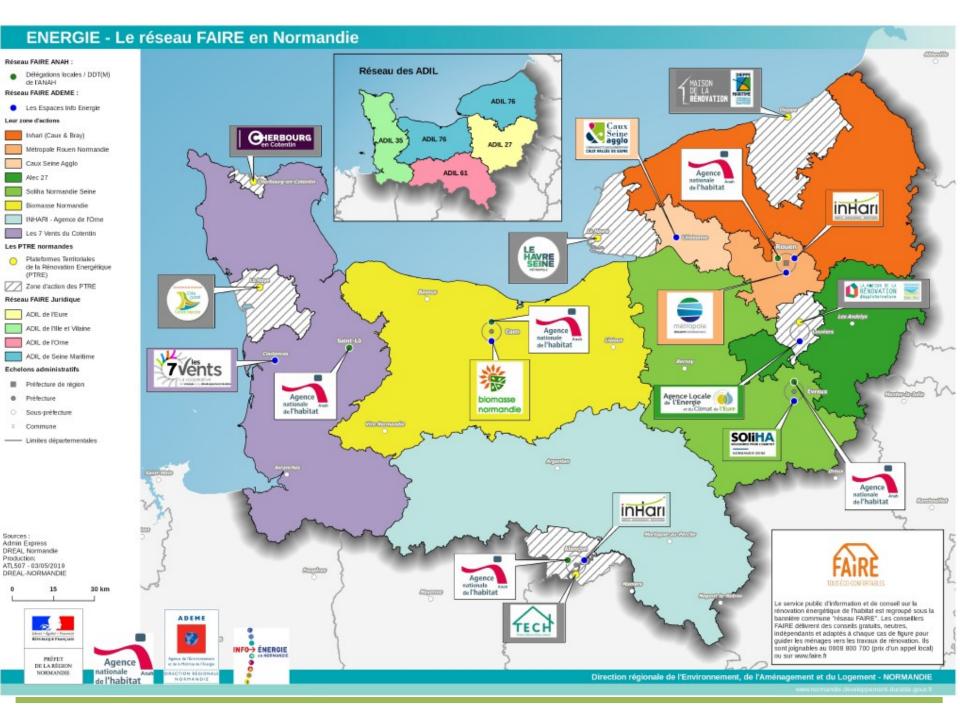
Les Enjeux

- Diminuer les factures énergétiques des ménages et améliorer la qualité de vie dans son logement :
 - 1 Français sur 6 a froid dans son logement et 7 millions de ménages vivent dans des passoires thermiques
 - Plus de la moitié du parc de logement date d'avant la première réglementation thermique de 1974
- Diminuer les émissions des CO2 tout en développant l'emploi local
 - En Normandie le secteur du bâtiment avec est le second consommateur d'énergie (27%) après l'industrie, et le 3ème en termes de Gaz à Effet de Serre
- Objectif : rénover de 30 à 40000 logements par an



La mobilisation sur les territoires

- Service public d'information et de conseil sur la rénovation énergétique de l'habitat regroupé sous le « réseau FAIRE » :
- 8 Espaces Infos Énergie (EIE) de l'ADEME, 6 Plateformes Territoriales de la Rénovation Énergétique (PTRE) opérationnelles – sur le principe du guichet unique.
- En Normandie, le programme Habiter Mieux de l'ANAH accompagne la rénovation énergétique :
- 2018 : 2958 logements aidés dont 91 % de logements individuels, La création de l'offre « Agilité » (travaux simples) a largement contribué à l'atteinte de ces résultats les plus importants depuis la mise en œuvre du programme
 - 2019 : + 135 % par rapport à la même période 2018, expliqué notamment par la mise en place du « Coup de pouce chaudière » (ou « chaudière à 1€ »).



Axes d'améliorations

- Arriver à massifier :
 - Comment mobiliser les aides locales (collectivités, caisses de retraite...) en simplifiant les process afin de massifier ?
 - Comment mobiliser les copropriétés et les propriétaires bailleurs ?
 - Comment simplifier le parcours des ménages pour aller jusqu'à une rénovation complète?
- Accompagner encore plus les ménages les plus modestes :
 - Comment diminuer le reste à charge des ménages, même pour les travaux plus ambitieux que le simple changement de chaudières ?
 - Développer des solutions de prêts clé en main, dont le montage du dossier Eco-PTZ, et gratuité de l'accompagnement des ménages modestes
- Améliorer le partage d'informations, de bonnes pratiques, entre les acteurs du territoire
- Renforcer la lutte contre la fraude et mobiliser les outils coercitifs afin d'inciter fortement voire d'imposer les travaux aux propriétaires indélicats.